

CONGO : VERS L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE ?

Dr. Yves Ekoué Amaïzo
30 mars 2009¹

Avec plus de 100 partis politiques pour près de 4 millions d'habitants (3,8 millions en 2007), le Congo a peu de chance de voir des alternances politiques devenir réalité sauf cas de force majeure et des luttes intestines. Avec des élections présidentielles en perspective dans ce pays pour juillet 2009, le décès de la fille du Président du Congo et femme du Président du Gabon, Edith Lucie Bongo² et la visite du Président français Sarkozy en fin mars 2009 pourraient avoir modifié la donne en faveur du Président actuel. La promotion de la démocratie et les affirmations de non-soutien au Président Sassou Nguesso après près de 27 ans de pouvoir par le Président français³ ont remis à l'ordre du jour la définition du concept de "*rupture*".

1. La Gouvernance politique de la fragmentation-intégration

La fragmentation des candidatures a pris de nouvelles formes puisque des alliances avec le parti au pouvoir risquent de dominer la scène politique avec des élections présidentielles prévues d'abord en mars 2009, puis repoussées en juillet 2009⁴. Les conséquences de la crise financière vont contribuer à revoir à la baisse le programme de développement et de grands travaux en cours. Un dérapage budgétaire est à prévoir du fait des cours baissiers du pétrole, principale exportation du pays, des demandes en chute libre pour certains secteurs d'exportation de matières premières sans transformation et les dépenses pré-électorales ad hoc, budgétisées après coup.

Le mandat présidentiel est de 7 ans renouvelable une fois, ceci depuis le référendum du 20 janvier 2002. Elu en mars 2002, l'actuel Président de la République, Denis Sassou-Nguesso cherche donc à élargir sa base électorale avec la nouvelle structure créée en 2008 : le Rassemblement pour la majorité présidentielle (RMP) qui regroupe entre autres plus de 60 partis dont le Parti Congolais du Travail (PCT) qu'il dirige et dont l'implantation est surtout réelle au nord du pays.

Il faut rappeler que ces élections s'inscrivent dans le processus de réconciliation nationale suite à la période difficile de la guerre civile. Est-ce peut-être pour éviter des surprises que le Chef d'Etat est aussi le chef du Gouvernement ? Une configuration qui ne permet en fait à aucun membre du parti présidentiel de véritablement briller. Une autre forme d'astuce pour mieux concentrer les pouvoirs qui prennent la forme d'un régime post-présidentiel.

En réalité, le poste de chef du Gouvernement est discrètement proposé comme une carotte sans garantie de mise en œuvre. Il est tentant pour plusieurs responsables de l'opposition, face à des contraintes budgétaires, de revoir leur stratégie d'opposition et d'alternance pour favoriser une stratégie de partenariat négociée qui permettrait d'occuper le poste de premier ministre dans le second mandat du Président Denis Sassou-Nguesso. Cela a l'avantage de permettre d'économiser des ressources financières limitées pour les partis qui ne sont pas au pouvoir lors

des prochaines campagnes électorales, notamment pour accéder à des postes à l'Assemblée nationale ou au Sénat tout en s'assurant des postes ministériels dans le cadre d'une démocratie apaisée. En réalité, c'est une aussi une stratégie de non-marginalisation pour les partis d'opposition y compris dans le cadre d'élections contestées et non transparentes.

La volonté de coopter les principaux protagonistes de chaque région congolaise n'est pas absente des intentions du RMP. Le fait d'avoir offert des postes ministériels au parti le plus influent à l'Assemblée nationale à savoir le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) tient de cette stratégie. Même le parti le plus important de l'opposition, à savoir l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) avec Ange-Edouard Pongui, ex-premier ministre dans le parti unique, qui dispose d'une forte assise dans le centre du pays et les trois provinces de l'ouest notamment le Niari, Bouenza et Lékoumou, pourrait être tenté de revoir ses critiques pour participer, de manière sollicitée (négociation) ou non sollicitée (cooptation de certains membres) dans la gestion commune du pays, surtout que les ressources pétrolières seront en augmentation au plan quantitatif.

2. Partager pour mieux conserver le pouvoir

Les bénéficiaires engrangés lors de la hausse importante du pétrole en 2008 ont permis au parti au pouvoir de constituer des marges et des réserves importantes qui font de l'économie congolaise, au moins sur papier, une économie dont les fondamentaux économiques ne posent pas de problème majeur à la communauté des bailleurs de fonds.

En fait, même l'influence du FMI est négligeable et se limite à un programme de réduction de la pauvreté et une facilité pour la croissance signé depuis le 8 décembre 2008. Ce programme couvre la période 2009-2011 avec un prêt de 12,5 million de \$ US, ce qui témoigne de la capacité du Congo à organiser son développement à partir de ses ressources propres.

On est loin des conditionnalités draconiennes des institutions de Bretton-Woods. Les critiques sur la transparence dans la gestion des finances publiques restent d'actualité mais ne sont pas de nature à gêner le processus électoral. Le vrai risque pour le Congo est celui de toutes les économies pétrolières, c'est sa dépendance vis-à-vis du secteur hors hydrocarbure. Les réformes proposées par le FMI sur l'amélioration de la transparence, l'opacité de la gestion des recettes liées au pétrole, la difficulté à diversifier plus rapidement l'économie vers le secteur manufacturier et les capacités productives en soutien à l'entrepreneuriat pourraient limiter la compétitivité de l'économie congolaise en termes d'attrait des investisseurs étrangers dans le secteur non-pétrolier.

Le secteur forestier qui subit des baisses de commandes du fait de la crise financière pourrait voir le taux de chômage exploser et conduire à des crises sociales sectorielles. Les velléités de crises sociales pourraient être neutralisées par l'organisation de cooptation de principaux leaders des différentes provinces du Congo, surtout que les réserves tirées du pétrole le permettent.

Il convient de rappeler que la croissance réelle de l'économie congolaise, qui a subi un sérieux accident de parcours en 2007 en passant à -1,6 %, devrait se rapprocher d'un taux à deux chiffres (voir tableau ci-après), ceci malgré la crise financière en 2009 et vraisemblablement en 2010 comme le suggèrent les prévisions du FMI.

La vulnérabilité de cette économie est liée au prix du pétrole. Le prix du pétrole est passé de 147 \$ US le baril en juillet 2008 à 40 \$US le baril en décembre 2008 et cela n'a pas été anticipé par le Gouvernement. Les ajustements dans les programmes de grands travaux dans le pays pourraient s'en ressentir. Mais le fait que l'économie congolaise n'est que très peu intégrée au marché international de la finance, la crise financière n'aura qu'un impact limité sur la politique économique du pays. Par contre, les populations risquent d'être très sévèrement touchées par des baisses de commandes dans le petit commerce avec une chute prévisionnelle des transferts de fonds de la Diaspora congolaise (11 millions de \$ US en 2006) alors que les sorties de la Diaspora étrangère au Congo s'élevaient à 45 millions de \$ US en 2006⁵. En réalité, le manque de fiabilité des statistiques sur les transferts informels, les transferts vers les paradis fiscaux sont de notoriété publique. Il suffit de voir l'acharnement des fonds vautours⁶ sur les sociétés écrans utilisées par le Gouvernement pour la gestion de la manne pétrolière pour saisir l'ampleur du phénomène.

Par ailleurs, la production congolaise de pétrole est passée de 224 000 barils par jour en 2007 à 245 000 barils par jour en 2008, essentiellement grâce à la mise en production du site Moho-Bilondo qui inaugure les forages de plus en plus profonds. Les prévisions estiment que le Congo devrait atteindre 300 000 barils par jour d'ici 2010 avec l'aide de TOTAL (France) et de ENI (Italie). En réalité, l'ensemble de ces prévisions de croissance et la solidité des partenaires techniques tant dans le secteur hors pétrole que dans le secteur pétrole ont permis au Congo de maîtriser graduellement les techniques d'accès direct au marché international des capitaux, ce qui lui ouvre de véritables marges de manœuvre au niveau de sa capacité à réaliser un développement endogène à partir de ses ressources propres. Au plan politique, la stabilité devient une condition sine qua non pour réussir un décollage économique. Il n'est pas étonnant que la stratégie politique adoptée par la majorité présidentielle consiste à renforcer une démocratie conviviale tout en organisant en amont des promesses de distribution plus large des fruits de la croissance et des postes politiques.

Alors que les secteurs non pétroliers tendent à progresser sereinement entre 5,9 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2006 et 7,4 % en 2011, la volatilité du secteur pétrolier avec ses amplitudes (-17,2 % en 2007 et une prévision de 23,1 % en 2009 du PIB) pose le problème de l'urgence d'un fond de stabilisation et d'anticipation qui n'existe pas pour le moment (voir tableau) ainsi que sa gestion au service de l'ensemble de la population et l'ensemble des régions congolaises.

Réduction de la pauvreté et Facilité de croissance - Indicateurs choisis, 2006 - 2011						
(en %, changement annuel)						
	2006*	2007*	2008**	2009**	2010**	2011**
PIB réel	6,2	-1,6	7,6	12,7	12,3	1,3
dont pétrole	6,8	-17,2	9	23,1	21,6	-10,2
dont hors pétrole	5,9	6,6	7,0	8,5	8	7,4
* Estimations et ** Projections						
Source : FMI						

D'après les autorités congolaises, le PIB réel en 2008 aurait atteint 9,5 % de croissance annuel⁷, le niveau le plus élevé jamais atteint par l'économie de ce pays principalement du fait du

prix du pétrole. Ce point est indirectement confirmé par le FMI qui estime que le taux de croissance de 8 % sera atteint entre 2009-2011, rien qu'avec le secteur non pétrolier alors que l'inflation sera maîtrisée autour de 3 % en moyenne. En effet, malgré la crise financière, le secteur non-pétrolier congolais est en train d'avancer à grands pas. La compagnie canadienne MAG industries est en train d'investir dans l'infrastructure dans la région de Pointe-Noire dans l'exploitation de potasse avec des productions d'environ 600,000 tonnes/an au cours des deux premières années qui seront rapidement doublées dans les années qui suivront. Les sociétés françaises telles que Foraco International ne sont pas de reste puisqu'elles récupèrent des contrats dans le forage et dans la construction d'entrepôts dans le port de Pointe-Noire. L'approche adoptée par la société canadienne d'associer les entreprises partenaires dans le capital de la société facilite l'accès au crédit international et limite les retards dans l'exécution du projet. Aussi, le syndrome chinois n'atteint pas le Congo. Par contre, la non-compétitivité des entreprises françaises sur les grands contrats devrait être une matière à réflexion et pourrait transformer les sociétés françaises en sous-traitants sur les importants contrats de transformation de matières premières dans le projet du Gouvernement.

Le niveau élevé des réserves liées à la hausse passagère du pétrole risque de ne pas être pérenne du fait du bas prix du pétrole et surtout du fait de l'incapacité du Gouvernement à réduire son train de vie en termes de dépenses publiques. La période pré-électorale ne fera qu'aggraver cet état de fait avec des dépenses hors budgets importants, ce qui risque non seulement de baisser le niveau des réserves mais surtout d'empêcher une large majorité de la population congolaise de goûter aux fruits de la croissance engrangée au cours de 2008. YEA.

¹ Voir aussi Yves Ekoué Amaïzo, "Cooptation et diversification", in *Risques internationaux*, 15 mars 2009, n. 116, p.11-12.

² Stéphane Ballong, "Edith Bongo serait morte", 10 février 2009, par voir < <http://www.afrik.com/article16231.html> >

³ Philippe Wojawer, "*Sarkozy au Congo, pays emblématique de la Françafrique*", Reuters, <<http://fr.reuters.com/news/pictures/articlesideshow?articleId=FRPAE52P0Y620090326&channelName=topNews#a=1>>

⁴ Election Guide, <<http://www.electionguide.org/country.php?ID=50>>

⁵ WB, WDI 2008, p. 372.

⁶ *Risques internationaux et Afrology*, "Les fonds vautours : droit de créanciers et transparence", voir <http://www.afrology.com/eco/pdf/amaizo_vautours.pdf>

⁷ EIU, Congo (Brazzaville), Country Report, January 2009, p. 15.